

Recherches sociographiques



Daniel MERCURE, (dir.), *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*

Jean-Pierre Dupuis

Volume 37, Number 2, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057048ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057048ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dupuis, J.-P. (1996). Review of [Daniel MERCURE, (dir.), *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*]. *Recherches sociographiques*, 37(2), 340–342. <https://doi.org/10.7202/057048ar>

Daniel MERCURE (dir.), *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1992, 314 p.

La culture en mouvement est un ouvrage collectif regroupant une vingtaine de textes de conférences présentées dans le cadre d'un colloque tenu à l'Université Laval à l'automne 1991 autour du thème « Nouvelles valeurs et organisations : quelles cultures en émergence ? ». L'objectif du colloque était, comme le souligne Daniel MERCURE en introduction, de « repérer les dynamiques collectives à l'œuvre dans nos sociétés, notamment celles qui s'élaborent sous l'impulsion d'une multitude de faits de société émergents » (p. 1). L'accent est mis sur la découverte des nouvelles valeurs, en particulier celles tournant autour des organisations. L'ouvrage se divise en cinq parties qui se veulent autant d'explorations de ces faits de sociétés émergents et des nouvelles valeurs qu'ils charrient ou qui les font naître. La première partie, qui reprend le titre de l'ouvrage, est une introduction à la problématique générale du colloque alors que les quatre autres explorent des thèmes plus spécifiques : nouvelles manières de croire, de faire et d'organiser, de vivre et d'être ensemble, et de connaître.

L'idée d'explorer les faits de société émergents, les nouvelles valeurs et les pratiques qui les accompagnent est des plus intéressantes. Les deux premières parties me semblent à la hauteur des ambitions du questionnement, les autres offrant moins de consistance par rapport à celui-ci. Dans la première partie, Fernand DUMONT donne le ton avec son texte intitulé « Mutations des institutions et émergence de nouvelles valeurs ». En une dizaine de pages, le sociologue présente les valeurs en émergence (qualité de vie, spontanéité, totalité, participation), le foyer de ces valeurs (la valorisation de la communauté) et les acteurs qui les mettent de l'avant (une nouvelle classe moyenne de la croyance, du savoir et de la politique produite par la scolarisation et vouée à des postes subalternes dans nos organisations). Il soumet « l'hypothèse que les valeurs longtemps entretenues dans la sphère privée refluent maintenant sur la sphère publique dans des tentatives d'investissement » (p. 19). Dans des commentaires au texte de Dumont, Georges Balandier et Christian Lalive d'Épinay, tout en agréant en grande partie à sa thèse, pointent des acteurs, comme les jeunes et les agents économiques, qui jouent un rôle tout aussi important dans l'émergence de nouvelles valeurs ou cultures.

Dans le texte suivant, Georges BALANDIER présente la culture plurielle en émergence dans nos sociétés occidentales, culture qui se construit à partir de métissages culturels, de la culture des villes et de développements scientifiques et technologiques. Encore ici, en commentaires, Guy Rocher et Renaud Sainsaulieu signalent des acteurs négligés par l'auteur, à savoir les autochtones des Amériques et « les militants de la libération, de l'action syndicale ouvrière, des mouvements sociaux régionalistes, du secteur associatif, ... » (SAINSAULIEU, p. 53). Dans cette première partie, si les mutations en cours font très souvent consensus, c'est moins le cas pour les acteurs porteurs de ces mutations. À moins que les auteurs, plutôt que d'afficher ouvertement leur désaccord, préfèrent l'exprimer indirectement en soulignant le rôle négligé de certains acteurs. En effet, comment pourrait-on être en accord sur des mutations si on ne l'est pas sur les acteurs porteurs ? Cette interrogation indique bien qu'il y a dans ces deux textes et les commentaires qui les accompagnent matière à réflexion et à débat.

Dans la deuxième partie, sur les nouvelles manières de croire, Micheline MILOT s'inscrit dans la foulée de Balandier en montrant une des manifestations de la culture plurielle en émergence, celle de la transformation de « la morphologie de la croyance [qui] glisse vers une forme de "polythéisme", qui induit de nouveaux modes d'organisation de l'espace symbolique

et une recomposition du lien social entre les individus » (p. 59). Selon Milot, l'individu, s'étant affranchi des institutions traditionnelles, puise à même une pluralité de sources pour constituer son répertoire de croyances. Ce seraient davantage les besoins quotidiens des individus qui orienteraient leur choix en ces matières que les grandes institutions. Ainsi, selon elle, « le système de croyances de l'individu ne se rapporte plus à une communauté concrète pouvant regrouper les personnes qui partageraient un ensemble homogène de représentations et de pratiques » (p. 61), mais plutôt à une communauté symbolique, virtuelle, reposant sur la conscience des individus d'y appartenir. En conclusion, Milot avance que « la recomposition des liens sociaux, sous forme de clans symboliques fédérés par des signes, entraîne sans nul doute la création de nouveaux types de solidarité et de nouveaux modes de normativité » (p. 72). Voilà, semble-t-il, un territoire qu'il faut découvrir et explorer tant il est lourd de conséquences.

Christian LALIVE D'ÉPINAY aborde un thème très proche : « La religion profane dans la société post-industrielle ». Est-il en train d'émerger un ensemble de valeurs et de croyances qui ne soient pas monopolisées par un appareil organisé précis, tel que l'État ou une Église, qui seraient tout aussi fondamentales pour notre société, et qu'on pourrait appeler religion civile ? La réponse de Lalive d'Épinay n'est pas définitive, mais il lui semble que l'éthos d'épanouissement personnel qui s'est développé dans notre société, même s'il s'en approche, n'a pas toutes les caractéristiques (il n'occupe pas encore une position monopolistique dans l'espace social par exemple) pour être considéré comme une religion civile ; tout au plus peut-on le considérer comme une religion profane.

Jacques ZYLBERBERG, moins convaincu des mutations en cours, voit, plutôt que l'émergence de nouvelles croyances, « une redéfinition des entreprises de socialisation et de mise en ordre du religieux à partir des répertoires de la post-modernité » (p. 93).

Cette deuxième partie se conclut par un appel de Jean-Marc LAROCHE pour une sociologie du croire, ce qui semble tout à fait approprié à la suite des textes de Milot, Lalive d'Épinay et Zylberberg. Il est en effet primordial d'avoir un tel projet « quand le croire déborde [largement] la religion », pour reprendre, en l'amplifiant, un sous-titre de l'auteur.

La troisième partie porte sur les nouvelles manières de faire et d'organiser. Le constat est général : les manières traditionnelles de faire et d'organiser le travail ne sont plus appropriées. Le monde du travail ne doit plus reposer sur des modèles autoritaires et hiérarchiques mais sur des modèles participatifs et égalitaires. Au-delà de ce constat connu, peu de nouveaux éléments sont apportés par les auteurs. Renaud SAINSAULIEU précise les formes que devraient avoir les nouvelles entreprises et organisations : être qualifiantes et accueillantes pour les individus et innovantes sur le plan social. Céline SAINT-PIERRE, comme Sainsaulieu d'ailleurs, considère que ces nouvelles valeurs sont loin d'être répandues dans les entreprises actuellement. Daniel Mercure discute les enjeux autour de la notion de flexibilité organisationnelle à partir du cas du secteur des pâtes et papiers. Jacques BÉLANGER attire notre attention sur deux tendances contradictoires : d'une part, l'uniformisation des modèles de gestion sous l'effet de la mondialisation et, d'autre part, une prise de conscience de différences dans les modes de gestion, qui reposent sur des identités et des cultures régionales comme nationales (p. 169). Il discute également des deux principales tendances en organisation du travail : taylorisation assistée par ordinateur et engagement des salariés. Selon lui, « seul ce second modèle permet de dépasser vraiment le modèle traditionnel de gestion du travail » (p. 169), piste qu'il explore à partir du cas d'une entreprise de matériel de transport.

La quatrième partie s'intéresse aux nouvelles manières de vivre et d'être ensemble, les auteurs explorent plus ou moins en profondeur les nouvelles pratiques familiales (BAWIN-LEGROS), les solidarités au travail (GAGNON), les nouvelles conceptions populaires du juste contrat (KELLERHALS, MODAK et PERRIN) et l'esprit de l'écologisme comme nouveau système de valeurs (PRADES). De la cinquième et dernière partie, consacrée aux nouvelles manières de connaître, j'ai retenu surtout les textes de Jean-Michel BERTHELOT et de Monique HIRSCHHORN plus près de la thématique principale du livre. Le premier s'interroge sur l'activité sociale de la connaissance et avance que « dans ses formes les plus populaires aussi bien que les plus savantes, [la connaissance] articule toujours trois niveaux logiques : un niveau informationnel, correspondant en logique au calcul des prédicats, et désignant un « état de choses » (...) un niveau inférentiel, correspondant au calcul des propositions, et désignant une relation significative entre deux états de choses (...) un niveau architectonique insérant un ensemble de relations du type précédent dans un système global d'intelligibilité. » (P. 256.) D'après lui, selon les époques et les sociétés, on aurait privilégié un des trois niveaux dans l'activité de connaissance. Les sociétés traditionnelles et orales auraient privilégié le niveau de l'intelligibilité, les sociétés modernes du XX^e siècle celui de l'inférentiel, alors « qu'actuellement, avec le développement de l'informatique et de l'intelligence artificielle » nous assisterions « à un nouveau déplacement allant cette fois de l'inférentiel à l'informationnel » (p. 261).

Pour sa part, Monique Hirschhorn cherche à voir si « la pensée analytique, discursive, dominatrice céderait (...) sa place à une pensée dialectique (LEDROUT) ou cybernétique (Bateson) » (p. 267). Comme le faisait Ledrut dans les années soixante-dix, Hirschhorn cherche des traces de cette mutation annoncée dans la vie sociale, et elle en trouve bien peu. N'est-ce pas, de toute façon, impossible à faire : fonctionnant à l'intérieur d'un mode de pensée, comment, se demande Hirschhorn, pourrions-nous appréhender ce nouveau mode de pensée ?

Pour conclure, disons que cet ouvrage collectif pose des questions fondamentales sur la transformation de nos sociétés, mais que la qualité des contributions est inégale (n'est-ce pas le lot de tous les ouvrages collectifs ?). Certains textes sont trop courts, d'autres un peu trop éloignés du thème principal (j'ai souvent ignoré ces derniers dans ce compte rendu, ce qui n'a rien à voir avec leur valeur en soi). Par contre, dans l'ensemble, il y a là suffisamment de matière et de diversité pour que tous ceux qui s'intéressent à cette question y trouvent leur compte.

Jean-Pierre DUPUIS

École des hautes études commerciales.

Gilles ROUTHIER, *Les pouvoirs dans l'Église locale : l'Église de Québec*, Montréal/Paris, Éditions Paulines et Médiaspaul, 1993, 527 p. (Brèches théologiques.)

Quand j'ai accepté de faire un compte rendu de cet ouvrage, je croyais qu'il s'agissait d'un simple livre de sociologie des organisations ou de science administrative appliqué à un